

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 17 DÉCEMBRE 2018**

JP/VA

OBJET : 2.2.2. ADMINISTRATION GENERALE – RESSOURCES HUMAINES - PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE – RISQUE PRÉVOYANCE MAINTIEN SALAIRE – MANDAT AU CENTRE DE GESTION POUR LA PROCÉDURE DE PASSATION D'UNE CONVENTION DE PARTICIPATION

L'an deux mille dix-huit, le dix-sept du mois de décembre à seize heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,

Étaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Gilles DEVANCIARD

OBJET : 2.2.2. ADMINISTRATION GENERALE – RESSOURCES HUMAINES – PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE – RISQUE PRÉVOYANCE MAINTIEN SALAIRE – MANDAT AU CENTRE DE GESTION POUR LA PROCÉDURE DE PASSATION D'UNE CONVENTION DE PARTICIPATION

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Par décret et arrêtés ministériels du 8/11/2011, de nouvelles modalités relatives aux risques « santé » et « prévoyance » sont mises en œuvre au bénéfice des agents publics. L'adhésion à une protection sociale complémentaire santé et / ou prévoyance est facultative pour les agents actifs et retraités. En outre, l'aide potentielle que peut apporter l'employeur aux actifs l'est aussi.

L'article 25 de la loi du 26 /01/1984 prévoit que les centres de gestion peuvent souscrire, pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort et qui le demandent, une convention de participation, dans les domaines de la santé et de la prévoyance, dans le cadre de l'aide à la protection sociale complémentaire des agents.

Le centre de gestion de l'Ardèche, depuis plusieurs années, s'est engagé aux côtés des collectivités en matière de prévoyance permettant ainsi, grâce à la convention de participation conclue en 2013, à 194 collectivités et près de 2300 agents, de bénéficier d'une couverture complète et performante.

Conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474 du 8 /11/2011, relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, la convention de participation en cours arrivera à son terme à la date du 31/12/ 2019.

Le conseil d'administration du CDG 07 a décidé, par délibération en date du 24/10/2018, de lancer une nouvelle mise en concurrence courant 2019 pour un effet au 1er janvier 2020, afin de sélectionner un nouvel opérateur.

Cette procédure a pour objectif de permettre :

- à tout employeur public territorial du département de l'Ardèche affilié au CDG07 d'adhérer à une convention de participation en prévoyance – garantie maintien de salaire,
- à tout agent d'un employeur public territorial ayant adhéré à ce service d'accéder à une offre potentiellement attractive du fait de la mutualisation des risques, en garantie prévoyance, et ce pour une couverture à effet du 1er janvier 2020.

Afin de pouvoir envisager de recourir au service dans un objectif de meilleure couverture sociale des agents, il convient de donner mandat préalable au CDG07 pour mener à bien la mise en concurrence pour le risque prévoyance, étant entendu que l'adhésion au service reste libre à l'issue de la consultation.

Vu la délibération du conseil d'administration du CDG07 en date du 24/10/2018 approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la prévoyance ;

Considérant l'intérêt de participer à la protection sociale complémentaire « prévoyance » des agents de la collectivité et de s'associer à la démarche de mutualisation proposée par le centre de gestion ;

Considérant qu'actuellement, la participation du SEBA s'élève à la somme de 125,00 € par an et par agent qui adhère au contrat de prévoyance dans le cadre de la convention de participation signée par le centre de gestion de la FPT de l'Ardèche,

Le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **DONNER** mandat au CDG07 pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la conclusion d'une convention de participation en assurance complémentaire prévoyance, étant entendu que l'adhésion de l'employeur reste libre à l'issue de la consultation menée par le CDG07,
- **PRENDRE ACTE** que les caractéristiques précises, prestataires, garanties et tarifs, seront communiqués au terme de la procédure engagée par le CDG07 pour permettre de décider de l'adhésion et des modalités de cette adhésion pour une durée de contrat de 6 ans, à effet au 1er janvier 2020, renouvelable un an.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL